

Nkurunziza pour des efforts continentaux contre la corruption

PANA, 29/10/2009 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a proposé, jeudi, la mise en place d'une association des autorités de lutte contre la corruption sur le continent, afin de rendre "plus opérationnelle" la convention de l'Union africaine (UA) sur la prévention et la lutte contre le phénomène de la corruption. "Notre gouvernement a toujours soutenu toutes les initiatives allant dans le sens de la mise en œuvre effective des instruments internationaux de lutte contre le fléau", a-t-il soutenu à l'occasion de l'ouverture solennelle, à Bujumbura, de la 3^{ème} Assemblée générale du comité exécutif de l'Association des institutions de lutte contre la corruption dans la Communauté est-africaine (CEA) regroupant le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya.

Parlant de l'état des lieux dans son pays, le président Nkurunziza a laissé entendre que pendant et après plus d'une décennie de guerre civile, qui a ravagé le Burundi, le phénomène de la corruption s'est amplifié dans la plupart des secteurs de la vie nationale. A titre illustratif, l'Inspection générale de l'Etat chiffrait dernièrement à près de 24 millions de dollars US le montant de l'argent détourné du Trésor public sur la seule année 2008. L'Observatoire de lutte contre la corruption, les malversations économiques (OLUCOME, indépendant) a estimé le pas à l'Inspection générale de l'Etat en annonçant des montants encore plus importants de près de 200 millions de dollars détournés au cours des dix dernières années. Le vice-président de l'OLUCOME, Ernest Manirumva, a été tué dans des circonstances non encore clairement élucidées en avril 2009. Un affairiste connu au Burundi et deux de ses complices présumés ont, pour le moment, été interpellés dans le dossier d'assassinat de l'ancien vice-président de l'OLUCOME qui a nécessité la mise sur pied, dernièrement encore, d'une 3^{ème} commission nationale d'enquête. Des enquêteurs du Bureau fédéral américain d'investigation (FBI) sont également venus en renfort, sans toutefois réussir à faire mieux que les nationaux. "Des mesures ont été prises en vue de renforcer la transparence dans la gestion des Finances publiques et l'implication du secteur privé, de la Société civile et des médias dans la lutte contre la corruption", a encore rassuré le chef de l'Etat burundais.